

Les sciences à l'épreuve de la pandémie : dans le processus décisionnel de gestion de la crise liée au Covid-19, quid du rôle des scientifiques?

Autor(en): **Linder, Wolf**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2020)**

Heft 2291

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024118>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les sciences à l'épreuve de la pandémie

Dans le processus décisionnel de gestion de la crise liée au Covid-19, quid du rôle des scientifiques?

Wolf Linder - 01 juillet 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36976>

Bien sûr la gestion de la pandémie par le Conseil fédéral peut susciter de nombreuses critiques à propos notamment de sa réaction tardive malgré les avertissements des épidémiologistes, de l'isolement auquel furent condamnés les résidents des EMS ou d'un confinement qui a provoqué des dégâts économiques de quelques centaines de milliards.

Toutefois le gouvernement n'a fait que suivre l'exemple de la plupart des pays européens, mais selon des modalités typiquement helvétiques: un interventionnisme modéré, ni trop précoce ni trop tardif, mais cohérent et finalement assez efficace.

On ne pouvait s'attendre de l'exécutif à ce qu'il suive l'exemple plus risqué de la Suède. La Suisse est trop proche de l'Italie du Nord, foyer de l'épidémie, et le Conseil fédéral ne dispose pas de cette assurance politique qui permet aux Scandinaves d'agir à contre-courant.

Le gouvernement s'est vu contraint de prendre des décisions dans une situation de totale incertitude. Seuls les épidémiologistes et les virologues semblaient disposer des connaissances nécessaires. Un peu à l'image du petit nombre de pilotes de la Royal Air Force qui, en gagnant la

bataille d'Angleterre en 1940, sauvèrent leur pays de l'invasion allemande.

Effectivement les scientifiques ont détecté très tôt les deux principaux risques du Covid-19: sa possible extension pandémique et son taux de mortalité plus élevé que celui des virus connus de la grippe. Alertées par ces spécialistes, les autorités ont procédé quotidiennement au relevé du nombre de personnes testées positives et de décès, des chiffres diffusés en continu par les services officiels et les médias.

Deux indicateurs erronés

En tant que chercheur en sciences sociales, je fus pourtant dès le début consterné: «*Comment pouvait-on effrayer la moitié de la planète en diffusant deux indicateurs totalement erronés?*» En effet, la statistique additionnait aussi bien les décès «à cause» du virus que ceux «avec» le virus.

La comparaison avec le nombre de décès dans l'ensemble de la population durant une période de grippe sévère - la surmortalité - n'aurait-il pas constitué un indicateur peut-être moins spectaculaire mais beaucoup plus fiable?

Plus trompeur encore le fait de présenter le nombre des testés

positifs comme un indicateur de la progression de la pandémie. Ces données mesurent plutôt le nombre de tests effectués que celui des personnes infectées, du moins aussi longtemps qu'augmente le nombre de tests et que le choix des sujets testés ne se fait pas de manière aléatoire.

Comment deux indicateurs erronés ont-ils pu conduire à déclarer la Suisse en «*situation extraordinaire*»? Ma première explication est politique.

À la mi-mars, après que le parlement se soit mis hors jeu, le Conseil fédéral a assumé seul la responsabilité de toutes les mesures à prendre. En situation de complète incertitude, les chiffres croissants d'«*infectés*» et de «*morts*» impressionnent plus que toutes les paroles. Si les autorités les avaient mises en doute, cela aurait désécurisé l'opinion et affaibli l'application des mesures prises.

Dès lors la véracité des chiffres quant à la gravité de la pandémie perdait de l'importance. Et c'est ainsi que des scientifiques d'autres disciplines, surtout des économistes et des juristes critiques, n'ont pas fait le poids face aux épidémiologistes et virologues.

Sciences dures, sciences molles

Ces derniers ont maîtrisé la définition du problème pandémique non seulement au début du processus, mais également tout au long de la gestion de la crise. Ce qui renforça une idée aussi ancienne que fautive, à savoir que seule «la» science trouve «la» réponse adéquate aux questions nouvelles.

C'est une raison rarement évoquée et interne à la science qui explique la quasi-absence de critique de ces indicateurs erronés de la part de beaucoup de spécialistes. On sait que la recherche clinique travaille avec un concept de représentativité différent de celui des sciences sociales.

Pour les cliniciens appelés à expliquer les effets thérapeutiques d'un nouveau médicament sur une maladie rare, la prise en compte de l'ensemble de la population n'est pas pertinente. Un échantillon d'individus présentant les caractéristiques des porteurs de cette maladie leur suffit.

Il en va tout autrement dans les sciences sociales. Ainsi dans une étude électorale, il est indispensable d'examiner également le comportement des abstentionnistes pour obtenir des résultats utiles.

Alors que les épidémiologistes, pour autant que je puisse en juger, ont travaillé avec le modèle de représentativité des cliniciens, à savoir le petit

groupe qui a eu accès au test de dépistage.

Dès lors, l'appel à tester et à tester encore n'aurait rien changé à la qualité limitée de leurs prévisions. Comme l'ont fait remarquer des économistes, surtout, les épidémies sont des phénomènes sociétaux dont l'analyse exige un échantillon représentatif de l'ensemble de la population.

Des voix critiques peu audibles

Il y a encore un autre problème. Parler «des» épidémiologistes est inexact, car les questions des causes de la mort par le Covid-19, de la surmortalité ou de l'extension de la pandémie, ont donné lieu à des controverses animées entre experts, controverses qu'on a pu suivre quotidiennement sur le web. Mais les voix dissidentes, en Suisse comme dans la plupart des pays, n'ont eu que peu d'écho auprès des autorités pour les raisons politiques que nous avons évoquées.

Par contre, que les médias dominants, au plus fort de la crise, aient tu ou minimisé les voix critiques s'avère problématique. Les comptes-rendus unilatéraux et la tentative de cataloguer ces voix comme des «*théoriciens du complot*» sont inexcusables. Ces pratiques violent les principes journalistiques de l'indépendance et de la présentation équilibrée des points de vue.

Pour résoudre ces problèmes de réception sélective et de communication unilatérale, peut-être faudrait-il imaginer des conseils consultatifs interdisciplinaires permettant le débat contradictoire?

Incertitudes et limites du savoir

«*Quand la science est-elle politiquement pertinente?*» D'anciennes [études de cas](#) ont permis au politologue Dieter Freiburghaus d'élaborer en 1985 des thèses toujours d'actualité. Seules deux des quatre phases du processus de décision font une place à la recherche scientifique. En tout début, lorsqu'il s'agit de définir un problème nouveau et en toute fin, quand plus personne ne sait comment se dépêtrer d'un échec de la mise en œuvre.

Au cours de la deuxième phase, celle du développement des programmes, la voix des groupes d'intérêt prédomine. Et dans la phase de la décision politique, lorsque les conflits atteignent leur point culminant, les scientifiques doivent se mettre à l'abri, car leur avis sert de munition aux parties.

La crise du coronavirus a représenté une situation inhabituelle pour la science car cette dernière fut sollicitée directement pour les quatre phases du modèle décrit par Freiburghaus, phases qui se sont déroulées simultanément.

Les rapports entre science et politique en «*situation exceptionnelle*» se situent en

terrain inconnu et doivent faire l'objet dorénavant de tout programme de recherche sur la pandémie du coronavirus. Le risque est considérable que les connaissances scientifiques soient utilisées politiquement et médiatiquement à des fins sans rapport avec l'objet de la recherche.

C'est pourquoi les scientifiques ne devraient oublier ni les limites de leur savoir ni le principe du «*doute systématique*» et les assumer face à l'opinion publique, même en «*situation extraordinaire*». Par contre la

manière de se comporter face à des comptes-rendus médiatiques unilatéraux ne relève pas de la science, mais du courage civique.

Traduction et adaptation DP d'après l'original allemand, publié le 26 juin 2020 dans [Infosperber](#).

Histoire de l'hygiène scolaire, la Suisse à l'avant-garde

La propagation de la Covid-19 a mis en lumière l'importance de l'hygiène à l'école, une discipline enseignée jadis dans les universités

Simone Forster - 03 juillet 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36995>

Le 11 mai dernier, le Conseil fédéral a décrété la réouverture des classes de la scolarité obligatoire. Les cantons doivent établir leur plan de protection sanitaire conforme aux instructions de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Ils ont toutefois été libres d'organiser cette rentrée à leur guise.

Les cantons latins divisent les classes en sous-groupes, lesquels se rendent à l'école en alternance. Ils retardent, en général, le retour en classe des élèves du cycle secondaire. Il n'en va pas de même en Suisse alémanique.

À l'exception des cantons de Zurich et de Saint-Gall qui optent pour l'alternance, tous les enfants de la scolarité obligatoire ont repris leur classe comme à l'ordinaire, car l'OFSP n'a fixé aucune règle de distanciation entre les élèves,

contrairement aux adultes impliqués dans la vie scolaire qui, eux, sont tenus de respecter les règles de distanciation.

Les prescriptions d'hygiène sont celles qu'implique toute situation de pandémie: désinfections ou lavages fréquents des mains, aération des classes, nettoyages réguliers des pupitres, des sanitaires, etc. Les masques ne sont pas obligatoires mais les établissements en ont en réserve en cas de nécessité. Cette actualité invite à plonger dans le passé.

Pionnier genevois

Historiquement, la Suisse a été à l'avant-garde en matière d'hygiène. En 1762, un médecin genevois, Jacques Ballexserd, a remporté le premier prix de la Société hollandaise des sciences pour

son ouvrage intitulé *Dissertation sur l'éducation physique des enfant[ts], depuis leur naissance jusqu'à l'âge de puberté*.

Ce traité paraît la même année que l'*Émile* de Jean-Jacques Rousseau. Ballexserd défend lui aussi l'idée de soigner et d'éduquer les enfants en se conformant aux lois de la nature. Homme d'intuition, il invente l'appellation «*éducation physique*» qui fait florès.

Et le médecin de prodiguer des conseils qui restent d'actualité. L'importance de l'allaitement maternel, celles de l'hygiène corporelle, d'une alimentation simple, sans excès de sel ni de sucre, du sommeil ou des jeux et exercices physiques de plein air en sont des exemples.

En outre, selon lui, il n'est pas sain de contraindre les enfants